

France/Terrorisme

84 morts dans un nouvel attentat

AFP
Nice/France

Un carnage provoqué par un camion qui a foncé dans la foule à Nice jeudi soir. Et le bilan pourrait s'alourdir : 50 personnes sont entre la vie et la mort.

LA France sous le choc huit mois après les attentats de Paris : 84 personnes, dont dix enfants, ont été tuées à Nice par un homme d'origine tunisienne qui a lancé son camion jeudi soir sur la foule venue admirer le feu d'artifice pour la fête nationale.

Selon les autorités, Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, 31 ans, né dans la banlieue de Sousse et vivant à Nice, est le chauffeur du poids lourd qui a écrasé familles et touristes rassemblés sur la célèbre Promenade des Anglais dans la capitale de la Côte d'Azur.

Et le bilan pourrait encore s'alourdir : une "cinquantaine de personnes" sont entre la vie et la mort, a annoncé le président François Hollande en milieu d'après-midi.

Au moins dix enfants sont morts, plus d'une cinquantaine ont été hospitalisés. Parmi les étrangers tués, figurent deux Américains,

un Ukrainien, une Suissesse, une Russe et une Arménienne.

Huit mois après les attaques jihadistes de novembre à Paris contre des terrasses de café, la salle de spectacles le Bataclan et le stade de France (130 morts), ce nouvel attentat, pour l'heure non revendiqué, a déjà provoqué des critiques sur l'efficacité de la lutte antiterroriste (lire ci-dessous).

Alors que la France est frappée pour la troisième fois en l'espace de 18 mois et que les attentats jihadistes se multiplient dans le monde, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a appelé hier à renforcer les efforts "pour combattre le terrorisme". Peu avant 21H00 GMT (22H00 au Gabon) jeudi soir, un camion blanc de 19 tonnes a foncé dans la foule - estimée à 30 000 personnes - pendant deux kilomètres. L'enquête devra déterminer comment le camion a pu pénétrer sur la Promenade des Anglais, fermée à la circulation et ultrasécurisée pour la fête nationale.

"C'était le chaos absolu", "des gens hurlaient", a décrit un journaliste de l'AFP, Robert Holloway, qui assistait aux festivités. "Nous avons vu des gens touchés et des débris voler partout",



Photo : AFP

La célèbre Promenade des Anglais à Nice aux allures de champ de bataille après le carnage provoqué par un homme de 31 ans au volant d'un poids lourd.

a-t-il ajouté.

"CHAMP DE BATAILLE" • Encore sous le choc, Tarubi Wahid Mosta raconte une vision "de champ de bataille", dans une vidéo visionnée plus de 4 500 fois sur Facebook. "J'ai failli marcher sur un corps, c'était horrible", confie ce témoin qui a aussi posté la photo d'une poupée et d'une poussette abandonnées.

Le conducteur du camion, identifié grâce à des papiers d'identité trouvés dans le véhicule, "a clairement cherché à faire un maximum de victimes", a estimé une source policière. Il a été abattu par les policiers.

Seulement connu pour des faits de violence, il a été décrit par ses voisins comme

étant "solitaire" et "silencieux".

Un motard avait auparavant tenté d'arrêter le camion en cherchant à ouvrir la portière du véhicule avant de chuter et passer sous les roues du poids lourd, selon le récit d'un journaliste allemand, Richard Gutjahr.

Le président François Hollande, qui s'est rendu hier à Nice, a décrété trois jours de deuil national, à partir de ce samedi.

La région de Nice est connue depuis plusieurs années pour abriter un foyer de radicalisation islamiste.

"La France ne cédera pas à la menace terroriste (...) et nous devons faire bloc, être solidaires, faire preuve de sang-froid collectivement",

a affirmé le Premier ministre Manuel Valls.

ETAT D'URGENCE REACTIVE • Selon une source proche des enquêteurs, une grenade "inopérante" et des "armes longues factices" ont été retrouvées à bord du camion. Il "a été loué il y a quelques jours" dans la région, a précisé à l'AFP la source policière.

Le président Hollande a annoncé une prolongation pour trois mois supplémentaires de l'état d'urgence, qui devait prendre fin dans quinze jours. Ce régime d'exception, décrété après les attentats du 13 novembre, facilite notamment les perquisitions et l'assignation à résidence de suspects. Il a également annoncé le recours à plusieurs milliers de citoyens réservistes pour seconder les policiers et les gendarmes très fortement mobilisés depuis 2015.

L'attaque à Nice, la plus importante commise en Europe depuis les attentats de novembre et du 22 mars 2016 à Bruxelles (32 morts), a suscité une vague d'indignation dans le monde.

Depuis les attentats de 2015, la France vivait depuis dans la crainte de nouvelles attaques en dépit d'un dispositif sécuritaire drastique.

• Grande angle

L'exécutif socialiste sous le feu des critiques de l'opposition

AFP
Paris/France

"L'ESPRIT du 11 janvier" 2015, qui avait vu la classe politique française s'unir au lendemain de premiers attentats jihadistes, a fait long feu : immédiatement après l'attaque meurtrière de Nice, l'opposition de droite a accusé le pouvoir socialiste d'inefficacité dans la lutte antiterroriste. En janvier 2015, une première série d'attaques sur trois jours (17 morts au total) avait suscité une certaine unité de la classe politique, sidérée comme le reste de la société par ces attentats jihadistes, commis par de jeunes Français contre le journal Charlie Hebdo, une policière et les clients d'un magasin casher.

Dix mois plus tard, les premières critiques de l'opposition de droite n'étaient intervenues que quelques jours après les attaques du 13 novembre à Paris contre des cafés, la salle de spectacle du Bataclan et le Stade de France (130 morts), pour interroger le gouvernement sur ce qu'il

avait concrètement fait depuis la première salve jihadiste contre le pays.

Au lendemain de l'attaque à Nice contre des familles et touristes, le jour de la Fête nationale française (au moins 84 morts), les critiques ont fusé à peine quelques heures après l'attentat.

"Je ne cherche à accuser personne" mais "si tous les moyens avaient été pris, le drame n'aurait pas eu lieu", a souligné l'ex-Premier ministre et ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères, Alain Juppé, en tête des sondages pour représenter l'opposition de droite à la prochaine présidentielle de 2017. "Bien sûr qu'il faut faire plus, qu'il faut faire mieux. D'abord en ce qui concerne nos services de renseignement", a-t-il ajouté.

"Quand on est en guerre, on protège le territoire national", a renchéri l'un de ses rivaux, François Fillon, lui aussi ancien Premier ministre.

Des doutes s'élèvent par ailleurs de plus en plus sur l'efficacité de l'état d'urgence décrété en novembre et prolongé la nuit dernière pour trois mois par le président socialiste



Photo : AFP

L'exécutif français guère épargné par les critiques émanant de son opposition.

François Hollande. Ce statut exceptionnel facilite notamment pour les forces de l'ordre les perquisitions et les assignations à résidence.

CERTITUDES ET OUTRANCES • Face aux critiques, le président François Hollande, toujours au comble de l'impopularité en France et qui n'a toujours pas dit s'il serait candidat ou non à sa succession en 2017, a appelé à "l'unité" et à "la cohésion".

"C'est mon rôle, c'est ma responsabilité de ne pas me laisser détourner de l'engagement que j'ai pris au nom des Français de les protéger, de ne pas m'abaisser à

je ne sais quels outrances, excès quand il s'agit de répondre, et de répondre juste aux défis qui nous sont lancés en y mettant tous les moyens nécessaires", a déclaré le président. Le visage marqué, le ton grave, il venait de rendre visite à des blessés à Nice.

Faisant fi des mesures prises depuis 18 mois - renforcement des effectifs policiers et du renseignement, pouvoirs renforcés d'enquête pour la police, ouverture prochaine de centre de déradicalisation jihadiste... -, plusieurs hommes politiques de droite ont surtout fustigé l'"impuissance" de l'exécutif.

"On a un exécutif qui s'arc-boute sur des certitudes qui n'en sont pas, qui ne veut pas regarder une autre réalité en face", a ainsi critiqué le député Georges Fenech, président de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats de 2015.

Du côté de l'extrême droite, troisième grande force politique du pays, la présidente du parti Front national, Marine Le Pen, donnée gagnante du premier tour de la prochaine présidentielle, s'est aussi insurgée contre la politique suivie par le gouvernement. "La guerre contre le fléau du fondamentalisme islamiste n'a pas commencé, il est urgent maintenant de la déclarer", a-t-elle lancé.

Agir, oui, mais comment ? Beaucoup, comme le centriste François Bayrou, reprennent notamment l'idée portée par la commission d'enquête sur les attentats de créer une structure unique rassemblant ou coordonnant davantage les services de renseignement.

L'Afrique en bref

• Kenya/Violence. Un policier tue six de ses collègues

Un policier a tué six de ses collègues jeudi, pour des raisons encore inconnues, dans un poste de police de l'ouest du Kenya, avant de se faire abattre au terme d'un siège de près de dix heures, a-t-on appris auprès de la police et d'une source sécuritaire haut placée.

• Libye/Jihadistes. Sept morts parmi les forces loyales au gouvernement

Sept membres des forces loyales au gouvernement d'union nationale libyen ont été tués et 49 blessés hier dans des affrontements avec des combattants du groupe Etat islamique dans le bastion jihadiste de Syrte, ont annoncé ces forces.

• Soudan du Sud/Conflit. 300 morts à Juba

Au moins 300 personnes ont été tuées lors des récents combats dans la capitale sud-soudanaise, Juba, qui ont également déplacé quelque 42 000 personnes, a indiqué hier l'Onu à Genève.

• Zimbabwe/Manifestations. Le soutien de Tsvangirai au pasteur Mawarire

Le chef de l'opposition politique zimbabwéenne Morgan Tsvangirai a apporté son soutien vendredi au leader de la fronde citoyenne, le pasteur Evan Mawarire, organisateur de récentes manifestations contre le régime du président Robert Mugabe.

A travers le monde

• Etats-Unis/Présidentielle. Donald Trump fait équipe avec le conservateur Mike Pence



Photo : AFP

Le candidat républicain à la Maison Blanche Donald Trump a mis fin au suspense en confirmant hier avoir choisi comme colistier le conservateur Mike Pence, 57 ans, gouverneur de l'Indiana, pour l'élection présidentielle de novembre.

• Grande-Bretagne/Politique. Brexit : le plaidoyer de May en Ecosse

La Première ministre britannique Theresa May a défendu l'unité du Royaume-Uni menacée par le Brexit, hier en Ecosse, dont la chef du gouvernement Nicola Sturgeon a envisagé d'organiser un nouveau référendum sur l'indépendance.